

Le jour d'après... comme ils disent.
Le jour d'après doit nous appartenir si nous ne voulons pas revivre le jour d'avant.

Tous les beaux discours empreint d'humanité, de responsabilité et de compassion ne sont que des leurres pour camoufler les incompétences **qui ne sont que des choix politiques assumés** du gouvernement et la soif de revanche du patronat sur les salariés.

Un patronat qui froidement, pendant ces heures troublées par ce virus profite d'un salariat projeté dans une situation de confinement, sans défense, ou le travail non essentiel est sa dernière préoccupation.

Ce patronat sans honte exige une loi d'urgence sanitaire avec son lot d'ordonnances détruisant la réglementation du travail et promettant aux salariés un retour vers germinal.

Un retour qui rappelle étrangement les heures sombres d'avant et pendant la deuxième guerre mondiale où ce même patronat, tenait comme discours « mieux vaut hitler que le front Populaire ». Ce patronat instrumentalise cette crise sanitaire pour détruire tous nos droits et satisfaire sa volonté capitaliste de profits à tout prix.

Même au prix des vies des salariés qui sont bien souvent obligés de continuer de travailler sans protection et à la merci de ce virus.

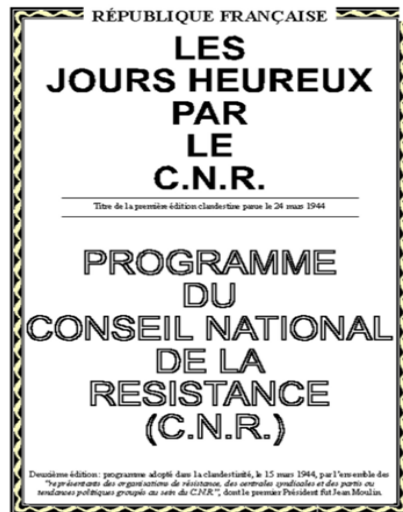
Le confinement n'est pas encore levé que déjà le patron du MEDEF exige l'application généralisée des articles 6 et 7 de l'ordonnance du 25 mars déréglementant le temps et l'organisation du travail. **Il veut des semaines de 60h, des journées de 12h, la modification du repos hebdomadaire et la suppression de l'obligation du repos du dimanche.**

Le président des riches et son gouvernement de godilots n'en sont plus à une contradiction près. Par leurs aberrations, leurs inepties, ils ont poussé bon nombre d'entre nous à ne pas croire en la dangerosité de ce fléau, ce qui a coûté la vie à plusieurs milliers de citoyens et certains de nos camarades. Cela se confirme avec le dépistage pour tous qui n'est toujours pas ga-

ranti et le sketch sur les masques qui n'étaient pas nécessaires voire même dangereux d'utilisation hier et qui aujourd'hui seraient vitaux et devraient être utilisés par toute la population.

Dans ses discours, le président de la république n'hésite pas à faire référence « aux jours heureux », au programme mis en place par le CNR à la fin de la guerre et fait donc mine de vouloir revenir à un modèle social solidaire.

Il ne réussit là qu' à insulter nos camarades qui ont œuvré à la mise en place du programme du CNR, car il n'a comme objectif réel que la destruction de ce programme.



Dans toutes ces fanfaronnades philanthropiques, il est fait allusion à la ré-industrialisation, à la ré-internalisation de certains secteurs comme la santé, l'agroalimentaire afin de pouvoir répondre en toutes circonstances aux besoins de la population. Tout cela sous le signe d'une unité nationale, de solidarité nationale de façade afin de mieux instrumentaliser les citoyens, les salariés pour lesquels il demande déjà un effort de « guerre » pour reconstruire le pays qu'il a lui même avec ces prédécesseurs dans une logique

financière mis dans cet état.

Faire des mea-culpa en soulignant le travail exemplaires des 1^{ères}, 2^{ème} et 3^{ème} lignes tel un napoléon qui bouge ses soldats sur le tapis vert alors qu'il y a plus de 20 mois que le personnel soignant, médical, des Ehpad, sont dans la lutte est de la pure hypocrisie.

Les salariés des services publics qui ont été maltraités, tabassés, gazés et déshonorés pour leurs soi-disant privilèges sont tous les jours applaudis à 20h00 et remerciés à d'autres moments comme ceux du privés telles les caissières, ceux des transports et de toutes les industries non essentielles qui sont obligés de braver aux périls de leurs vies le confinement pour le business et les dividendes des actionnaires.

Si aujourd'hui un seul de nous, manifestants, militants de la première heure s'aventure à croire que le président des riches à changé avec son gouvernement de godillots, il doit de suite reprendre ses esprits car la vérité sera la descente aux enfers.

Une dette qui s'accompagnera de plans d'austérités les plus forts et violents que nous n'aurons jamais eus. Des centaines de milliards en direction des entreprises qui, comme le CICE, vont servir à engraisser les actionnaires pendant que nous salariés, retraités et privés d'emploi seront mis à contribution pour rembourser ces dettes.

Car le patronat va continuer de verser des dividendes tout en demandant l'annulation des « charges » cotisations sociales qui sont les ressources pour maintenir et améliorer nos services publics.

Les preuves que ces velléités sont toujours d'actualité se retrouvent avec les propos du patron du MEDEF qui exhorte déjà au travaillé plus pour s'en sortir et le 4 avril, le directeur de l'Agence régionale de santé Grand Est en pleine crise sanitaire annonce la continuité d'un plan d'économies pour l'hôpital de Nancy visant à **supprimer 598 emplois et 174 lits**.

Ces plans d'économies qui ont mis notre système de santé publique dans l'état de délabrement dans lequel il se retrouve aujourd'hui.

Tout ce qui sera fait sans nous, sera fait contre nous.

Nous devons être prêts, dès la première heure à organiser le rapport de force pour lutter contre la société que le gouvernement et le patronat vont vouloir nous imposer. Jamais nous n'accepterons de perdre le moindre des conquies gagnés par nos aînés comme le repos du dimanche, le temps de travail, les congés etc....

Un dé-confinement annoncé sans certitude pour le 11 mai pourrait être tout simplement un effet d'annonce et se dérouler avant.

C'est pourquoi nous devons dès à présent travailler à un plan de lutte dans toute la CGT.

Chaque syndicat doit être acteur et se tenir informé auprès de la Fédération, de son UD, de son UL et s'engager dans toutes les actions même si elles ne sont que de communication pendant le confinement. Les partages sur nos réseaux syndicaux et personnels doivent servir de chaîne sans commune mesure.

Dès maintenant, échangeons, débattons avec les salariés, informons les avec tous les moyens mis à notre dispositions, sur le temps de travail, de pause, dans les ateliers, bien entendu, mais aussi par SMS, mail, Facebook, etc, pour ne pas laisser le jour d'après ce faire sans nous !

Si nous ne sommes pas à l'aurore de cette révolution nous ne pourrons plus inverser le court de l'histoire.

Nous sommes bien dans une guerre de classe contre classe et ça sera celle qui sera le mieux préparée qui la gagnera. Faisons du retour à la vie normale une aubaine pour porter notre projet de société CGT.

- ➔ **Nationalisation des industries vitales à la population, comme l'énergie, l'eau, le médicament, le transport, le logement...**
- ➔ **Réduction du temps de travail à 32h et 28h, pour les salariés postés, financée par les gains de productivité.**
- ➔ **Application de la grille fédérale, avec un SMIC à 1 900 euros.**
- ➔ **Une protection sociale 100 % Sécurité sociale, avec une hausse des cotisations patronales.**
- ➔ **Retraite solidaire intergénérationnelle et par répartition à 60 ans à taux plein, ou après 37,5 années de cotisations, et départ à 55 ans pour les travaux pénibles, avec un trimestre d'anticipation par année pour les travaux pénibles.**
- ➔ **Application de toutes les garanties de nos conventions collectives comme socle incontournable et non dérogeable.**
- ➔ **Égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.**

Le jour d'après nous appartient et jamais ils ne nous conduiront au jour d'avant.